



4^E EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE LA FRANCE - 2023

RENCONTRE AVEC LA CNCDH

CNC**DH**

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ENVIRONNEMENT ET DH

- ▶ La France est l'un des États européens les plus directement impactés par les effets du changement climatique.
- ▶ La France ne prend pas de mesures d'adaptation suffisante et ne conçoit pas ses politiques au regard des populations les plus vulnérables.
- ▶ En raison de son attachement à la filière nucléaire, la France investit peu dans les énergies renouvelables et ne cherche pas à réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre.
- ▶ L'État a été condamné par la justice française pour inaction climatique (Tribunal administratif de Paris, 14 octobre 2021) et non-respect des normes anti-pollution (Conseil d'État, 4 août 2021). Ces décisions ne sont pas véritablement exécutées.

- ▶ Respecter la trajectoire neutralité carbone et cesser de subventionner les énergies fossiles
- ▶ Exécuter les décisions de justice en matière climatique et environnementale
- ▶ Financements :
 - Contribuer à la mise en place opérationnelle et à l'alimentation du fonds pour compenser les « pertes et préjudices », conformément aux décisions adoptées lors de la COP 27
 - S'acquitter des montants promis lors des COP pour contribuer à l'objectif de 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025 en faveur des pays vulnérables
- ▶ Peuples autochtones
 - Associer systématiquement les populations autochtones (Kanakas de Nouvelle Calédonie, Amérindiens de Guyane et Ma'ohis de Polynésie) à la prise de décision ainsi qu'à la conception des politiques et projets environnementaux et climatiques susceptibles de les affecter
 - Renforcer la protection des droits humains des peuples autochtones s'agissant des projets de conservation financés par l'aide publique au développement
- ▶ Cesser les poursuites pénales à l'encontre de journalistes qui documentent les actions des défenseurs de l'environnement

ABUS DES FORCES DE L'ORDRE

- ▶ La France est régulièrement pointée du doigt par les instances internationales (Comité des DH, Procédures spéciales du Conseil des DH, Haut-Commissaire aux DH) et européennes pour les abus des forces de l'ordre et l'impunité.
- ▶ Contexte : état d'urgence antiterrorisme, manifestations des Gilets jaunes, mouvements sociaux actuels
- ▶ Répression particulière des défenseurs de l'environnement, des défenseurs des droits des migrants et des féministes
- ▶ Les points de difficultés : Maintien de l'ordre ; Contrôle d'identité abusifs et discriminatoires ; Violences policières ; Rhétorique politique

ABUS DES FORCES DE L'ORDRE

- ▶ Encadrer les pratiques de contrôle d'identité, par la délivrance d'un récépissé pour garantir une traçabilité et éviter les pratiques discriminatoires
- ▶ Assurer l'indépendance réelle des corps d'inspection, aujourd'hui exclusivement composés de policiers ou gendarmes, pour faire reculer l'impunité des forces de l'ordre et sanctionner de façon adaptée les violences policières
- ▶ Repenser la doctrine du maintien de l'ordre, autour de la notion de « désescalade », afin de garantir la liberté de manifester

RACISME ET DISCRIMINATIONS

- ▶ Arsenal juridique complet mais, dans la pratique des juridictions, absence de politique pénale de lutte contre les discriminations
- ▶ Banalisation de la haine contre les Roms, Tsiganes et Gens du voyage, et notamment avec l'émergence d'un racisme environnemental
- ▶ Des discriminations systémiques, en particulier dans la police vis-à-vis des personnes d'ascendance africaine

RACISME ET DISCRIMINATIONS

- ▶ Développer une politique pénale visant à sanctionner les auteurs de discriminations et à faire reculer l'impunité
- ▶ Mener une campagne de sensibilisation pour lutter contre les discriminations dans le monde du travail
- ▶ Sanctionner les policiers et gendarmes qui refusent de prendre les plaintes et Supprimer la pratique des mains courantes en matière d'infractions racistes
- ▶ Lutter contre la haine en ligne en dotant le Pôle National de lutte contre la haine en ligne des moyens propres à assurer une permanence 24/7 et des audiences dédiées
- ▶ Doter la stratégie de lutte contre l'antitsiganisme de moyens financiers et humains et soutenir financièrement les associations de défense des droits des Roms et Gens du voyage

POUR ALLER PLUS LOIN

LES DROITS DE L'HOMME EN FRANCE

Regards portés par les instances internationales



- Contribution de la CNCDH au 4^{ème} cycle de l'examen périodique universel de la France
- Ouvrage « Les Droits de l'Homme en France - Regards portés par les instances internationales » 2017 – 2021